

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Aubert

Code géographique : 17055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
----------------------------------------------------------------------------------------	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Linda Dubé, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Aubert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date

2015-04-10

Signature

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Aubert

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Aubert et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Aubert et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Aubert inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

CPA auditeur CA permis de comptabilité publique no A110424

Saint-Jean-Port-Joli

DATE 2015-04-10

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014			Total consolidé 1
	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés					
Revenus								
Fonctionnement								
1 Taxes	1 850 424	1 904 655	1 944 447				1 944 447	
2 Compensations tenant lieu de taxes	6 248	6 720	6 067				6 067	
3 Quotes-parts						5 475		
4 Transferts	313 012	172 088	220 453				220 453	
5 Services rendus	134 512	103 403	131 230			10 583	131 230	
6 Imposition de droits	57 448	55 000	48 560				48 560	
7 Amendes et pénalités	8 122	4 500	8 113				8 113	
8 Intérêts	10 131	5 600	10 955			381	11 336	
9 Autres revenus	65 708		6 548				6 548	
10	2 445 605	2 251 966	2 376 373			16 439	2 376 754	
Investissement								
11 Taxes								
12 Quotes-parts								
13 Transferts	123 341		15 000				15 000	
Autres revenus								
14 Contributions des promoteurs	104 050		21 116				21 116	
15 Autres								
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales								
16								
17	227 391		36 116				36 116	
18	2 672 996	2 251 966	2 412 489			16 439	2 412 870	
Charges								
Administration générale	422 190	427 585	401 309			15 879	424 114	
Sécurité publique	212 867	251 946	235 991			55 446	291 437	
Transport	525 303	472 877	613 550			161 243	774 793	
Hygiène du milieu	374 012	423 743	407 753			169 060	571 724	
Santé et bien-être	438 218	53 259	52 863			362	53 225	
Aménagement, urbanisme et développement	283 089	125 554	107 970			22 741	130 711	
Loisirs et culture	154 751	161 085	160 052			33 617	193 669	
Réseau d'électricité								
Frais de financement	74 292	128 518	63 738			936	64 674	
Amortissement des immobilisations	424 894		458 348			(458 348)		
29	2 909 616	2 044 567	2 501 574			18 831	2 504 347	
30	(236 620)	207 399	(89 085)			(2 392)	(91 477)	
Excédent (déficit) de l'exercice								

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(236 620)	207 399	(89 085)	(2 392)	(91 477)	
Moins: revenu d'investissement	2	(227 391)	()	(36 116)	()	(36 116)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(464 011)	207 399	(125 201)	(2 392)	(127 593)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	424 894		458 348	6 313	464 661	
Produit de cession	5						
(Gain) perte sur cession	6	41 500					
Réduction de valeur / Reclassement	7						
8		466 394	207 399	458 348	6 313	464 661	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	164 049					
Réduction de valeur / Reclassement	10						
11		164 049					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
15							
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	300 000					
Remboursement de la dette à long terme	17	(126 040)	(136 900)	(132 067)	(1 894)	(133 961)	
18		173 960	(136 900)	(132 067)	(1 894)	(133 961)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(62 671)	(71 000)	(165 185)	(71)	(165 256)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	90 000	(17 400)	66 320	11 759	66 320	
Excédent de fonctionnement affecté	21		17 901	17 901		29 660	
Réserves financières et fonds réservés	22	(13 175)					
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(11 300)	(4 127)	(15 427)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
25		14 154	(70 499)	(92 264)	7 561	(84 703)	
26		818 557	(207 399)	234 017	11 980	245 997	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	354 546		108 816	9 588	118 404	

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés
Revenus d'investissement	1	227 391	36 116	36 116	36 116	36 116
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(24 604)	(4 155)	(4 155)	(4 155)	(4 155)
Sécurité publique	3	(24 076)	(11 809)	(11 809)	(11 809)	(11 809)
Transport	4	(18 670)	(36 457)	(36 457)	(36 457)	(36 457)
Hygiène du milieu	5	(40 054)	(64 051)	(64 051)	(64 051)	(64 122)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(26 256)	(53 217)	(53 217)	(53 217)	(53 217)
Loisirs et culture	8	(229 370)	(71 000)	(195 063)	(195 063)	(195 063)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(363 030)	(71 000)	(364 752)	(71)	(364 823)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(27 501)	(84 862)	(84 862)	(84 862)	(84 862)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13		858 300	858 300	858 300	858 300
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	62 671	71 000	165 185	71	165 256
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	23 471		161 257		161 257
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17			32 460		32 460
	18	86 142	71 000	358 902	71	358 973
	19	(304 389)		767 588		767 588
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(76 998)	803 704	803 704		803 704

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé 1
	Administration municipale	Organismes contrôlés					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(236 620)	207 399	(89 085)	(2 392)	(91 477)	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(363 030)	71 000	(364 752)	(71)	(364 823)	
Produit de cession	3						
Amortissement	4	424 894		458 348	6 313	464 661	
(Gain) perte sur cession	5	41 500					
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	103 364	(71 000)	93 596	6 242	99 838	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	136 548		278 741		278 741	
Variation des stocks de fournitures	9	3 250		8 387	391	8 778	
Variation des autres actifs non financiers	10	2 981		(13 102)	3	(13 099)	
	11	142 779		274 026	394	274 420	
	12	9 523	136 399	278 537	4 244	282 781	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	9 523	136 399	278 537	4 244	282 781	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(1 803 716)		(1 794 192)	(102 715)	(1 896 907)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	1		(363 603)	1	(363 602)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(1 803 715)		(2 157 795)	(102 714)	(2 260 509)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(1 794 192)		(1 879 258)	(98 470)	(1 977 728)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2013		2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	451 502	433 522	51 311	484 833
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	350 962	372 398	1 247	373 645
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	802 464	805 920	52 558	858 478
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	519 600			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	269 620	161 122	121 934	283 056
Revenus reportés (note 12)	13	27 900	32 992		32 992
Dettes à long terme (note 13)	14	1 779 536	2 491 064	29 094	2 520 158
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	2 596 656	2 685 178	151 028	2 836 206
	17	(1 794 192)	(1 879 258)	(98 470)	(1 977 728)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	7 178 471	7 448 476	45 433	7 493 909
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	507 129	228 388		228 388
Stocks de fournitures	20	22 518	14 131	1 507	15 638
Autres actifs non financiers (note 17)	21	31 871	44 973	38	45 011
	22	7 739 989	7 735 968	46 978	7 782 946
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	462 103	128 654	28 570	157 224
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	402 660	566 988	10 095	577 083
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(300 000)	(288 700)	(106 496)	(395 196)
Financement des investissements en cours	26	(819 620)	(15 916)		(15 916)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	6 200 654	5 465 684	16 339	5 482 023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	5 945 797	5 856 710	(51 492)	5 805 218

➔ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Deposé le "2015-05-29"

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(236 620)	(89 085)	(2 392)	(91 477)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	424 894	458 348	6 313	464 661
Autres					
- Ajustement conso/reclass ter.	3	1	(363 603)	1	(363 602)
- Gain/perte sur cession	4	41 500			
	5	229 775	5 660	3 922	9 582
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(33 315)	(21 436)	1 077	(20 359)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(76 128)	(108 498)	(4 004)	(112 502)
Revenus reportés	9	9 184	5 092		5 092
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	136 548	278 741		278 741
Stocks de fournitures	12	3 250	8 387	391	8 778
Autres actifs non financiers	13	2 981	(13 102)	3	(13 099)
	14	272 295	154 844	1 389	156 233
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	363 030 ) (	364 752 ) (	71 ) (	364 823)
Produit de cession	16				
	17	(363 030)	(364 752)	(71)	(364 823)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20			170	170
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22			170	170
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	300 000	858 300		858 300
Remboursement de la dette à long terme	24 (	126 040 ) (	143 366 ) (	1 895 ) (	145 261)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(519 600)		(519 600)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(5 410)	(3 406)		(3 406)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	168 550	191 928	(1 895)	190 033
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	77 815	(17 980)	(407)	(18 387)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	373 687	451 502	51 718	503 220
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	32	451 502	433 522	51 311	484 833

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014	Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Rémunération	1 581 755	602 429	570 666	578 919
Charges sociales	2 109 286	119 643	109 417	110 773
Biens et services	3 1 102 953	872 083	990 186	976 101
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4 70 608	123 418	58 809	59 731
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7 2 500			
Autres frais de financement	8 3 684	2 600	4 929	4 943
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9 199 090	280 531	218 605	218 605
Autres	10 34 100		34 100	34 100
Autres organismes	11 391 563	20 363	31 131	31 131
Amortissement des immobilisations	12 424 894		458 348	454 661
Autres				
- Autres	13 25 783	21 000	25 383	25 383
-	14			
-	15			
	16 2 909 616	2 044 567	2 501 574	2 504 347

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Revenus			
Taxes	1	1 944 447	1 850 424
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 067	6 248
Quotes-parts	3		
Transferts	4	235 453	436 353
Services rendus	5	131 230	134 626
Imposition de droits	6	48 560	57 448
Amendes et pénalités	7	8 113	8 122
Intérêts	8	11 336	10 576
Autres revenus	9	27 664	171 932
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	2 412 870	2 675 729
Charges			
Administration générale	12	424 114	448 200
Sécurité publique	13	291 437	267 725
Transport	14	774 793	685 305
Hygiène du milieu	15	571 724	521 010
Santé et bien-être	16	53 225	438 218
Aménagement, urbanisme et développement	17	130 711	301 602
Loisirs et culture	18	193 669	180 360
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	64 674	75 287
	21	2 504 347	2 917 707
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(91 477)	(241 978)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	5 896 696	6 255 783
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(1)	(117 109)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	5 896 695	6 138 674
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	5 805 218	5 896 696

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(91 477)	(241 978)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(364 823)	(363 030)
Produit de cession	3		712
Amortissement	4	464 661	433 704
(Gain) perte sur cession	5		40 788
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	99 838	112 174
Variation des propriétés destinées à la revente	8	278 741	136 548
Variation des stocks de fournitures	9	8 778	3 292
Variation des autres actifs non financiers	10	(13 099)	3 041
	11	274 420	142 881
	12	282 781	13 077
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	282 781	13 077
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(1 896 907)	(1 909 984)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(363 602)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(2 260 509)	(1 909 984)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(1 977 728)	(1 896 907)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	484 833	503 220
Placements temporaires	2		170
Débiteurs (note 5)	3	373 645	353 286
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	858 478	856 676
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		519 600
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	283 056	395 558
Revenus reportés (note 12)	13	32 992	27 900
Dette à long terme (note 13)	14	2 520 158	1 810 525
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	2 836 206	2 753 583
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 977 728)	(1 896 907)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	7 493 909	7 230 146
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	228 388	507 129
Stocks de fournitures	20	15 638	24 416
Autres actifs non financiers (note 17)	21	45 011	31 912
	22	7 782 946	7 793 603
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	5 805 218	5 896 696

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(91 477)	(241 978)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	464 661	433 704
Autres			
- Ajustement conso/reclass. ter.	3	(363 602)	1
- Gain/perte sur cession	4		40 788
	5	9 582	232 515
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(20 359)	(33 620)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(112 502)	(84 413)
Revenus reportés	9	5 092	9 184
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	278 741	136 548
Stocks de fournitures	12	8 778	3 292
Autres actifs non financiers	13	(13 099)	3 041
	14	156 233	266 547
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(364 823)	(363 030)
Produit de cession	16		712
	17	(364 823)	(362 318)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	170	(2)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	170	(2)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	858 300	300 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(145 261)	(127 901)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(519 600)	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(3 406)	(5 410)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	190 033	166 689
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(18 387)	70 916
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	503 220	432 304
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	32	484 833	503 220

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec depuis le 10 juin 1857.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles auquel elle participe dans une proportion de 10,95 % (10,95 % en 2013). Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Régie intermunicipale de l'Islet-Montmagny, auquel la municipalité participe dans une proportion de 3,86 % (4,07 % en 2013) n'a pas été consolidée dû au faible impact qu'elle aurait eu sur les états financiers dans leur ensemble.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme et autres titres, ainsi que les placements à long terme à titre d'investissement et les placements à long terme à des fins de trésorerie sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	<u>Taux</u>
Infrastructures	de 2,5 % à 10 %
Bâtiments	de 2,5 % à 3,33 %
Véhicules	de 5 % à 10 %
Machinerie, outillage et équipements	de 5 % à 14,29 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 % à 33 %
Améliorations locatives	6,67 %

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état consolidé de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement : le montant correspondant aux flux actualisés des coûts de postfermeture.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La municipalité prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes utilisés.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****3. Modification de méthodes comptables**

Modifications comptables futures

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre SP 3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La municipalité évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016. La municipalité évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 484 833	414 419
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 87 494	75 718
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 133 689	139 376
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 68 672	68 621
Organismes municipaux	8 23 489	47 356
Autres		
- Divers clients	9 55 206	18 153
- Intérêts	10 5 095	4 062
	11 373 645	353 286
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	9 526
Régimes de retraite des élus municipaux	32	8 150
	33	_____
	_____	_____
	9 526	8 150

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires			
La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un montant maximum autorisé de 750 000 \$ au taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable annuellement. Au 31 décembre le taux est de 3,5%. (3,5% en 2013)			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	106 721	145 548
Salaires et avantages sociaux	38	29 612	34 772
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	119 844	123 970
Autres			
-	42		
-	43		
- Intérêts courus	44	10 069	8 569
- Autres	45	16 810	82 699
-	46		
	47	283 056	395 558

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	28 200	23 108
Transferts	49		
Autres			
- Projet usine de filtration	50	4 792	4 792
-	51		
	52	32 992	27 900

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,95	4,30	2015	2019	53	2 461 395	1 741 889
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux	5,25	5,25	2015	2015	58	67 579	74 046
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	2 528 974	1 815 935
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(8 816)	(5 410)
					63	2 520 158	1 810 525

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2014
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2015	64	72	179 849	80	89	67 579	97	247 428
2016	65	73	169 993	81	90		98	169 993
2017	66	74	197 852	82	91		99	197 852
2018	67	75	757 800	83	92		100	757 800
2019	68	76	1 155 901	84	93		101	1 155 901
2020 et +	69	77		85	94		102	
	70	78	2 461 395	86	95	67 579	103	2 528 974
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	2 461 395	88	96	67 579	105	2 528 974

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(1 977 728)	(1 896 907)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(1 977 728)	(1 896 907)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	4 059 300	138		165	1 267 447	192	2 791 853
Eaux usées	111	444 078	139		166	(2 093 807)	193	2 537 885
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	3 993 265	140	15 009	167	(151 091)	194	4 159 365
Autres	113	721 744	141		168	84 899	195	636 845
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	1 103 987	143		170	(210 544)	197	1 314 531
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 296 290	145	45 379	172	(1)	199	1 341 670
Ameublement et équipement de bureau	118	217 016	146	4 659	173	582	200	221 093
Machinerie, outillage et équipement divers	119	534 663	147	22 884	174		201	557 547
Terrains	120	320 489	148	924	175	(420 625)	202	742 038
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>12 690 832</u>	150	<u>88 855</u>	177	<u>(1 523 140)</u>	204	<u>14 302 827</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 064 898</u>	151	<u>275 968</u>	178	<u>1 160 122</u>	205	<u>180 744</u>
	124	<u>13 755 730</u>	152	<u>364 823</u>	179	<u>(363 018)</u>	206	<u>14 483 571</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 360 501	153	69 442	180	740 855	207	1 689 088
Eaux usées	126	222 460	154	69 994	181	(993 511)	208	1 285 965
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 580 702	155	130 557	182	153 097	209	1 558 162
Autres	128	506 700	156	30 703	183	99 559	210	437 844
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	520 036	158	33 639	185	1	212	553 674
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	705 486	160	96 143	187		214	801 629
Ameublement et équipement de bureau	133	190 072	161	10 663	188	582	215	200 153
Machinerie, outillage et équipement divers	134	439 627	162	23 520	189		216	463 147
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>6 525 584</u>	164	<u>464 661</u>	191	<u>583</u>	218	<u>6 989 662</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>7 230 146</u>					219	<u>7 493 909</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	()	224	()	226	()	228	()
Valeur comptable nette	222						229	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	228 388	507 129
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233	228 388	507 129
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	228 388	507 129
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	45 011	31 912
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	45 011	31 912
Note			

18. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'Habitation du Québec.

La municipalité s'est engagée par résolution à verser un montant total de 9 325 \$ en 2015 pour du déneigement.

La municipalité s'est engagée à verser des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) pour un montant de 5 559 \$ en 2015

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de l'Islet. Au 31 décembre 2014, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 79 557 \$.

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles. Au 31 décembre 2014, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 29 094 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

Subséquentement à la fin de l'exercice, la municipalité s'est engagée à verser un montant de 35 000 \$ à un organisme dans le projet d'aménagement d'un parc conditionnellement à ce que le projet se réalise.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé faute des renseignements nécessaires.

22. Instruments financiers

S.O.

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 484 833	503 220
Découvert bancaire	241 ()	()
Placements temporaires	242	170
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
- placement temporaire	247 ()	(170)
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253 484 833	503 220

Note

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

24. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement. Les versements minimums prévus au cours des prochains exercices sont de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Fonds de roulement

50 000 \$, à raison de 10 000 \$ par an de 2015 à 2020.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Risque environnementaux

Les opérations de la municipalité sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la municipalité fonctionne en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

26. Entente intermunicipale

La municipalité de St-Aubert a signé une entente avec la municipalité de St-Jean-Port-Joli pour l'usine d'eau potable. Cette entente stipule que chaque municipalité conserve ses équipements en date de l'entente; par la suite, les achats d'équipements futurs seront assumés à 15% par la municipalité de St-Aubert, et les dépenses de fonctionnement de l'usine au prorata de la consommation d'eau de chaque municipalité.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	157 224	491 180
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	577 083	414 419
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	395 196 ) (	410 623) (
Financement des investissements en cours	(15 916)	(819 620)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 482 023	6 221 340
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	5 805 218	5 896 696

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Budget 2014		17 901
- Récupération	34 251	
- Caserne	53 938	
- Lit séchage	126 500	
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	214 689	17 901
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Budget	10 095	11 759
-		
-		
	10 095	11 759
Réserves financières		
-		
-		
-		
-		
-		
Fonds réservés		
Fonds de roulement	50 003	100 003
Fonds parcs et terrains de jeux		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques		
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	302 296	284 756
Financement des activités de fonctionnement		
Autres		
-		
-		
-		
-		
	352 299	384 759
	577 083	414 419

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 (106 496) ()	(110 623)
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert		
Autres	50 () ()	()
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (106 496) ()	(110 623)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (288 700) ()	(300 000)
	56 (395 196) ()	(410 623)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	54 124
Investissements à financer	58 (15 916) ()	(873 744)
	59 (15 916)	(819 620)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 7 493 909	7 230 146
Propriétés destinées à la revente	61 228 388	507 129
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 7 722 297	7 737 275
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 2 520 158	1 810 525
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 8 816	5 410
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (288 700) ()	(300 000)
	71 2 240 274	1 515 935
Dette en cours de refinancement et autres éléments		
	72	
	73 2 240 274	1 515 935
	74 5 482 023	6 221 340

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>9 526</u>	<u>8 150</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u> </u>	<u> </u>

Description du régime

S.O.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	<u> </u>	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u> </u>	<u> </u>
98	<u> </u>	<u> </u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dette à long terme	1	2 499 880
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	15 916
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	302 296
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 213 500
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
	15	29 094
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	2 242 594
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	79 557
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	2 322 151
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 322 151
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2014	2014	2014	2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 555 048	1 561 059	1 481 452
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	12 000	14 419	11 938
	9	1 567 048	1 575 478	1 493 390
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	41 383	48 332	39 986
Égout	11	59 538	69 195	55 970
Traitement des eaux usées	12	54 800	53 938	85 508
Matières résiduelles	13	143 330	150 176	134 555
Autres				
- Sécurité incendie	14	38 556	40 561	41 015
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		6 767	6 767
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	337 607	368 969	357 034
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	337 607	368 969	357 034
	26	1 904 655	1 944 447	1 850 424

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2014	2014	2014	2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	5 000	4 478	4 533
	35	5 000	4 478	4 533
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	5 000	4 478	4 533
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	550	578	549
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	1 170	1 011	1 166
Taxes d'affaires	43			
	44	1 720	1 589	1 715
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	6 720	6 067	6 248

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	137 088	129 088	129 088
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59		10 000	10 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			80
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		12 091	12 405
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	35 000	69 074	41 410
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			35 000
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		200	7 516
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	172 088	220 453	225 499

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			8 000
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			70 341
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	15 000	15 000	
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			45 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	15 000	15 000	123 341

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			87 513
	138			87 513
TOTAL DES TRANSFERTS	139	172 088	235 453	235 453
				436 353

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2014	2014	2014	2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			114
	143			114
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	6 570	6 570	8 932
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	6 570	6 570	8 932
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	555	555	1 078
Enlèvement de la neige	150	300	300	300
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	855	855	1 378
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	31 118	30 143	28 671
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160	29 990	27 899	29 482
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	61 108	58 042	58 153
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	61 108	65 467	68 577

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 185	2 185	1 937
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188	4 295		
Autres	189		10 512	7 247
Hygiène du milieu	190	1 500	4 458	11 448
Santé et bien-être	191	21 500	19 165	21 466
Aménagement, urbanisme et développement	192		200	550
Loisirs et culture	193	15 000	29 243	23 401
Réseau d'électricité	194			
	195	42 295	65 763	66 049
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	103 403	131 230	134 626
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	6 750	6 825	6 655
Droits de mutation immobilière	198	48 250	41 735	50 793
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	55 000	48 560	57 448
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	4 500	8 113	8 122
INTÉRÊTS	203	5 600	10 955	10 576
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			(40 788)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			94 834
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		21 116	104 050
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		6 548	13 836
	212		27 664	171 932

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil		61 331		61 331	61 827	57 949
Application de la loi	64 135	450		450	450	50
Gestion financière et administrative	2 000		15 879	291 595	298 025	313 179
Greffé	294 289	275 716				10 743
Évaluation		55 711		55 711	55 711	54 595
Gestion du personnel	55 711	491		491	491	1 297
Autres	2 500	7 610		7 610	7 610	10 387
	8 950		15 879	417 188	424 114	448 200
	427 585	401 309				
	251 946	235 991	55 446	291 437	291 437	267 725
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	152 146	158 616		158 616	158 616	140 094
Sécurité incendie	99 070	76 951	55 446	132 397	132 397	127 163
Sécurité civile	230	424		424	424	219
Autres	500					249
	239 375	387 214	140 432	527 646	527 646	452 946
	214 772	211 088	19 471	230 559	230 559	213 953
	11 825	10 811	1 340	12 151	12 151	12 143
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale						
Enlèvement de la neige	6 905	4 437		4 437	4 437	6 263
Éclairage des rues						
Circulation et stationnement						
Transport collectif						
Transport en commun						
Transport aérien						
Transport par eau						
Autres						
	472 877	613 550	161 243	774 793	774 793	685 305

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	45 925	27 241	24 583	51 824	50 140
Réseau de distribution de l'eau potable	24	8 250	7 560	45 862	53 422	49 985
Traitement des eaux usées	25	105 351	126 191	53 394	179 585	166 241
Réseaux d'égout	26	45 445	40 413	15 939	56 352	42 151
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	27	57 757	54 147	28 522	82 669	73 604
Collecte et transport	28	63 250	62 861		62 861	66 342
Élimination						
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	47 824	43 795	43 795	43 795	42 118
Tri et conditionnement	30	25 787	24 842	24 842	24 842	14 969
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	3 668	5 596	404	6 000	2 810
Protection de l'environnement	38	20 486	15 107	356	15 463	12 650
Autres	39					
	40	423 743	407 753	169 060	576 813	521 010
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	37 270	41 451	41 451	41 451	426 248
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	15 989	11 412	362	11 774	11 970
	44	53 259	52 863	362	53 225	438 218
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	77 433	67 562	645	68 207	79 689
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46		806		806	806
Autres biens	47	7 000	237	18 064	18 301	188 696
Promotion et développement économique	48	38 621	38 621	4 032	42 653	33 187
Industries et commerces	49	2 500	744		744	30
Tourisme	50					
Autres	51					
	52	125 554	107 970	22 741	130 711	301 602

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	44 723	48 821	11 976	60 797	60 797
Patinoires intérieures et extérieures	54	27 352	22 352	3 473	25 825	25 825
Piscines, plages et ports de plaisance	55	13 376	10 253		10 253	10 253
Parcs et terrains de jeux	56	46 073	46 609	13 495	60 104	60 104
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	7 800	11 048		11 048	11 048
	60	139 324	139 083	28 944	168 027	168 027
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	17 511	16 864	4 673	21 537	21 537
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	4 250	4 105		4 105	4 105
	66	21 761	20 969	4 673	25 642	25 642
	67	161 085	160 052	33 617	193 669	193 669
	68					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	123 418	58 809		58 809	58 809
Autres frais	70	2 500				
Autres frais de financement	71					
Avantages sociaux futurs	72	2 600	4 929		4 929	4 943
Autres	73	128 518	63 738		63 738	64 674
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74		458 348 (	458 348)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Aubert

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Saint-Aubert (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilités de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

CPA auditeur CA, permis de comptabilité publique no A110424

Saint-Jean-Port-Joli

DATE 2015-04-10

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>1 963 347</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	18 900
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>18 900</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>1 944 447</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	1 944 447
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>1 944 447</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	6 767	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>6 767</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>1 937 680</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>155 909 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>157 401 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>156 655 250</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 937 680</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>156 655 250</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="9"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	<u> </u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	<u> </u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u> </u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 610	3 610	3 319
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 002	1 002	21 430
Usines et bassins d'épuration	3	28 783	28 783	4 597
Conduites d'égout	4	3 610	3 610	3 319
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	30 000	64 364	28 018
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 000	5 894	
Autres infrastructures	11	7 500		4 006
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 500		605
Édifices communautaires et récréatifs	14		183 713	156 708
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		45 380	
Ameublement et équipement de bureau	18	6 000	4 588	25 464
Machinerie, outillage et équipement divers	19	24 000	22 884	27 398
Terrains	20		924	88 166
Autres	21			
	22	71 000	364 752	363 030

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24		1 002	21 430
Usines et bassins d'épuration	25		28 783	4 597
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			32 024
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		3 610	3 319
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		3 610	3 319
Autres infrastructures	32		70 258	
Autres immobilisations	33		257 489	298 341
	34		364 752	363 030

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 741 889	858 300	138 794	2 461 395
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	74 046		6 467	67 579
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 815 935	858 300	145 261	2 528 974
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	284 756	17 540		302 296
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres					
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	12				
De la municipalité (Société de transport en commun)	13	1 531 179	840 760	145 261	2 226 678
	14				
	15	1 815 935	858 300	145 261	2 528 974
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
Organismes municipaux	16				
Autres tiers	17				
	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25				
	26	1 815 935	858 300	145 261	2 528 974
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	1 815 935	858 300	145 261	2 528 974

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale					
Application de la loi	1	10 159	10 159	10 159	9 476
Évaluation	2	55 711	55 711	55 711	54 595
Autres	3	62 469	62 469	62 469	61 088
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	17 410	17 410	17 410	14 343
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	45 925			
Matières résiduelles	12	13 279	13 059	13 059	10 552
Cours d'eau	13	3 243	3 243	3 243	1 973
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	10 150			
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	17 933	17 933	17 933	14 131
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	38 621	38 621	38 621	32 932
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	5 631			
Réseau d'électricité					
	24				
	25	280 531	218 605	218 605	199 090

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	0,75	40,00	15 711	69 021
Professionnels	2				
Cols blancs	3	5,18	35,00	38 183	242 413
Cols bleus	4	6,70	40,00	52 079	298 298
Policiers	5				
Pompiers	6	17,00	2,00	1 532	30 189
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
	8	29,63			
	9	7,00			
Élus	10	36,63			
			532 416	107 505	639 921
			38 250	1 912	40 162
			570 666	109 417	680 083

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement	
Transport en commun			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable			
Traitement des eaux usées			
Réseaux d'égout			
Autres			
	11		
	12		
	13		
	14		
	15		
	16	220 453	15 000
	17	220 453	15 000
			235 453
			235 453

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immo-bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	1 450 27	53	450 79	105	450	131
Évaluation	2 55 711 28	54	55 711 80	106	55 711	132
Autres	3 345 148 29	55	361 027 81	2 185 107	358 842	133
	4 401 309 30	56	417 188 82	2 185 108	415 003	134
Sécurité publique						
Police	5 158 616 31	57	158 616 83	109	158 616	135
Sécurité incendie	6 76 951 32	58	132 397 84	6 570 110	125 827	136
Sécurité civile	7 424 33	59	424 85	111	424	137
Autres	8 34	60	86	112		138
	9 235 991 35	61	291 437 87	6 570 113	284 867	139
Transport						
Réseau routier						
Voie municipale	10 387 214 36	62	527 646 88	555 114	527 091	140
Enlèvement de la neige	11 211 088 37	63	230 559 89	10 812 115	219 747	141
Autres	12 10 811 38	64	12 151 90	116	12 151	142
Transport collectif	13 4 437 39	65	4 437 91	117	4 437	143
Autres	14 40	66	92	118		144
	15 613 550 41	67	774 793 93	11 367 119	763 426	145
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16 27 241 42	68	51 824 94	120	51 824	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17 7 560 43	69	53 422 95	930 121	52 492	147
Traitement des eaux usées	18 126 191 44	70	179 585 96	492 122	179 093	148
Réseaux d'égout	19 40 413 45	71	56 352 97	123	56 352	149
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	20 117 008 46	72	145 530 98	30 998 124	114 532	150
Matières recyclables	21 68 637 47	73	68 637 99	28 668 125	39 969	151
Autres	22 48	74	100	126		152
Cours d'eau	23 5 596 49	75	6 000 101	127	6 000	153
Protection de l'environnement	24 15 107 50	76	15 463 102	1 412 128	14 051	154
Autres	25 51	77	103	129		155
	26 407 753 52	78	576 813 104	62 500 130	514 313	156

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement			
	+	=	=	-							
Santé et bien-être											
Logement social	157	41 451	172	187	41 451	202	19 165	217	22 286	232	4 810
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218		233	
Autres	159	11 412	174	362	11 774	204		219	11 774	234	
	160	52 863	175	362	53 225	205	19 165	220	34 060	235	4 810
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	67 562	176	645	68 207	206	200	221	68 007	236	6 708
Rénovation urbaine	162	1 043	177	18 064	19 107	207		222	19 107	237	
Promotion et développement économique	163	39 365	178	4 032	43 397	208		223	43 397	238	
Autres	164		179	194		209		224		239	
	166	107 970	180	22 741	130 711	210	200	225	130 511	240	6 708
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	139 083	181	28 944	168 027	211	29 243	226	138 784	241	
Activités culturelles	167	16 864	182	4 673	21 537	212		227	21 537	242	
Autres	168	4 105	183	198	4 105	213		228	4 105	243	
	169	160 052	184	33 617	193 669	214	29 243	229	164 426	244	
Réseau d'électricité											
	170		185	200		215		230		245	
	171	1 979 488	186	458 348	2 437 836	216	131 230	231	2 306 606	246	63 738

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		9 096
Charges sociales	2		1 762
Biens et services	3	359 424	344 878
Frais de financement	4	5 328	7 294
Autres	5		
	6	364 752	363 030

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	462 103	238 929
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	1	
Solde redressé au début de l'exercice	3	462 104	238 929
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	108 816	354 546
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(66 320)	(90 000)
Activités d'investissement	6	(161 257)	(23 471)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(214 689)	(17 901)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(333 450)	223 174
Solde à la fin de l'exercice	12	128 654	462 103
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	17 901	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	17 901	
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(17 901)	
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	214 689	17 901
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	196 788	17 901
Solde à la fin de l'exercice	22	214 689	17 901
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	384 759	371 584
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	384 759	371 584
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		13 175
Activités d'investissement	27	(32 460)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(32 460)	13 175
Solde à la fin de l'exercice	31	352 299	384 759

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (300 000)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (300 000)	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	(300 000)
	47 ()	(300 000)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	
	49 11 300	
	50 11 300	
Solde à la fin de l'exercice	51 (288 700)	(300 000)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (819 620)	(742 623)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	1
Solde redressé au début de l'exercice	54 (819 620)	(742 622)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 803 704	(76 998)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 803 704	(76 998)
Solde à la fin de l'exercice	60 (15 916)	(819 620)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 6 200 654	6 314 524
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 6 200 654	6 314 524
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 (734 970)	(113 870)
Solde à la fin de l'exercice	67 5 465 684	6 200 654

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>100 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>100 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>100 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[1] , [0] [0] [0] [0] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

**TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Égout	2	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="2"/> , <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compensation services municipaux	,5000	1	
Sécurité incendie	28,0000	4	
Financement eau potable	45,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	18 900 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	5 559 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	83 378 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 000	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 14, rue des Loisirs
(no) (rue)
Saint-Aubert (Québec) G0R 2R0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 598-3368
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 598-3369
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@saint-aubert.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Madame Linda Dubé

Téléphone (418) 598-3368
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 598-3369
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@saint-aubert.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Comptables Professionnels Agréés

Adresse 114, avenue de Gaspé Est
(no) (rue)
Saint-Jean-Port-Joli (Québec) G0R 3G0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 598-3331
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 598-3332
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chamard.michel@rcgt.com

Responsable du dossier M. Michel Chamard, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Linda Dubé , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Aubert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Aubert consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Aubert détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (91 477) \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,2369 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-29 10:08:29

Date de transmission au Ministère : 2015/05/29

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Saint-Aubert

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement	1	2 445 605	2 251 966	2 376 373	16 439	2 376 754	
Investissement	2	227 391		36 116		36 116	
	3	2 672 996	2 251 966	2 412 489	16 439	2 412 870	
Charges	4	2 909 616	2 044 567	2 501 574	18 831	2 504 347	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(236 620)	207 399	(89 085)	(2 392)	(91 477)	
Moins : revenus d'investissement	6	(227 391)	()	36 116	()	36 116	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(464 011)	207 399	(125 201)	(2 392)	(127 593)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	424 894		458 348	6 313	464 661	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	300 000					
Remboursement de la dette à long terme	10	(126 040)	(136 900)	(132 067)	(1 894)	(133 961)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(62 671)	(71 000)	(165 185)	(71)	(165 256)	
Excédent (déficit) accumulé	12	76 825	501	72 921	7 632	80 553	
Autres éléments de conciliation	13	205 549					
	14	818 557	(207 399)	234 017	11 980	245 997	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	354 546		108 816	9 588	118 404	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	350 962	372 398	373 645
Autres	2	451 502	433 522	484 833
	3	802 464	805 920	858 478
Passifs				
Dette à long terme	4	1 779 536	2 491 064	2 520 158
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	817 120	194 114	316 048
	7	2 596 656	2 685 178	2 836 206
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(1 794 192)	(1 879 258)	(1 977 728)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	7 178 471	7 448 476	7 493 909
Autres	10	561 518	287 492	289 037
	11	7 739 989	7 735 968	7 782 946
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	462 103	128 654	157 224
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	402 660	566 988	577 083
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	300 000 ) (	288 700 ) (	395 196) (
Financement des investissements en cours	15	(819 620)	(15 916)	(15 916)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	6 200 654	5 465 684	5 482 023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	5 945 797	5 856 710	5 805 218

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget 2014	19		17 901
- Récupération	20	34 251	
- Caserne	21	53 938	
- Lit séchage	22	126 500	
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	214 689	17 901
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	10 095	11 759
	30	224 784	29 660
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	352 299	384 759
	33	577 083	414 419

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	1 850 424	1 904 655	1 944 447	1 944 447
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 248	6 720	6 067	6 067
Quotes-parts	3				
Transferts	4	313 012	172 088	220 453	220 453
Services rendus	5	134 512	103 403	131 230	131 230
Autres	6	141 409	65 100	74 176	74 557
	7	2 445 605	2 251 966	2 376 373	2 376 754
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	123 341		15 000	15 000
Autres	11	104 050		21 116	21 116
	12	227 391		36 116	36 116
	13	2 672 996	2 251 966	2 412 489	2 412 870

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalisations 2014	Réalisations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
1 Évaluation	55 711	55 711		55 711	55 711	54 595
2 Autres	3 71 874	345 598	15 879	361 477	368 403	393 605
Sécurité publique						
3 Police	152 146	158 616		158 616	158 616	140 094
4 Sécurité incendie	99 070	76 951	55 446	132 397	132 397	127 163
5 Autres	730	424		424	424	468
Transport						
6 Réseau routier	465 972	609 113	161 243	770 356	770 356	679 042
7 Transport collectif	6 905	4 437		4 437	4 437	6 263
8 Autres						
Hygiène du milieu						
9 Eau et égout	204 971	201 405	139 778	341 183	341 183	308 517
10 Matières résiduelles	194 618	185 645	28 522	214 167	209 078	197 033
11 Autres	24 154	20 703	760	21 463	21 463	15 460
12 Santé et bien-être	53 259	52 863	362	53 225	53 225	438 218
Aménagement, urbanisme et développement						
13 Aménagement, urbanisme et zonage	77 433	67 562	645	68 207	68 207	79 689
Promotion et développement économique						
14 Autres	41 121	39 365	4 032	43 397	43 397	33 217
15 Loisirs et culture	7 000	1 043	18 064	19 107	19 107	188 696
16 Réseau d'électricité	161 085	160 052	33 617	193 669	193 669	180 360
17 Frais de financement	128 518	63 738		63 738	64 674	75 287
18 Amortissement des immobilisations		458 348	(458 348)			
19		2 501 574		2 501 574	2 504 347	2 917 707
20	2 044 567			2 501 574	2 504 347	

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3



DIAGNOSTIC

29/05/2015 10:10

Rapport financier 2014
Saint-Aubert [17055]

Saint-Aubert
17055

Nous vous confirmons que la procédure d'attestation est complétée.

Conformément à la procédure établie par le Ministère, vous n'avez plus à transmettre par courrier les documents « papier » remplis et signés.



© Gouvernement du Québec, 2000 - 2015



DIAGNOSTIC

29/05/2015 10:10

Rapport financier 2014
Saint-Aubert [17055]

Saint-Aubert
17055

Les données ont été transmises électroniquement. Pour officialiser la transmission au Ministère, vous devez procéder à l'attestation du document.

Vous trouverez plus d'informations relatives à cette procédure en cliquant sur le bouton « Aide » et en sélectionnant « Attestation électronique ».



© Gouvernement du Québec, 2000 - 2015